

Nous présentons le projet de loi sans attendre parce que nous voulons que tous disposent d'un temps suffisant pour l'étudier et le discuter.

Nous le présentons maintenant parce que, plus tôt les gens d'affaires canadiens seront informés à son sujet et le comprendront, plus tôt ils pourront se préparer à exploiter les nouveaux débouchés qui s'ouvriront.

Je sais que les accords relatifs à l'environnement et au travail que nous allons négocier avec les États-Unis et le Mexique soulèveront des questions.

Certains diront peut-être qu'il aurait mieux valu attendre la conclusion de ces pourparlers avant de mettre en train le projet de loi de mise en oeuvre de l'ALENA.

Ils font valoir que l'administration Clinton présentera simultanément au Congrès des États-Unis les accords sur l'environnement et le travail avec le texte de la loi de mise en oeuvre.

C'est son affaire. Mais à nos yeux, les Canadiens et les Canadiennes ont intérêt à ce que notre projet de loi soit public et soumis dès maintenant au débat parlementaire.

Qu'il me soit permis de le souligner, les trois gouvernements ont convenu de ne pas rouvrir l'ALENA et de le mettre en oeuvre le 1^{er} janvier 1994. Nous nous attendons à ce que tous les trois tiennent parole. Les négociations de l'ALENA sont terminées.

Cela dit, nous sommes encouragés par le fait que l'administration Clinton partage notre volonté de poursuivre les discussions sur l'environnement et le travail. Voilà certes une occasion en or de faire avancer les intérêts canadiens bien au-delà de ce qu'il est possible de formuler dans le langage technique des accords commerciaux.

Lorsque nous avons conclu l'ALENA le 12 août dernier, nous avons produit l'accord commercial le plus respectueux de l'environnement qui ait jamais été négocié.

Par-dessus le marché, nous avons aussi convenu à ce moment-là que les ministres de l'environnement se réuniraient pour discuter de la création d'une commission nord-américaine de l'environnement. Ce travail progresse lentement en raison du changement d'administration qui est intervenu aux États-Unis.

Mais l'intérêt renouvelé de l'administration Clinton pour cette question et l'importance qu'elle accorde à la conclusion rapide